

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 02 février 2017

Le deux février deux mille dix sept, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 27 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - M. Adrien PSILA à M. Jérôme MERLE - Mme Christine DURAND à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL Mme Jeannine ANTOINE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	28
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures et 5 minutes, et constate que le quorum est atteint : 28 conseillers élus sont présents, 4 élus ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Jeannine ANTOINE est désignée comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 12 décembre 2016 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Mme Florence PARVY pose des questions à Monsieur le Maire concernant les décisions n° 2016-129 – tarifs des salles municipales, et n° 2016-133 – renouvellement d'une convention d'occupation précaire de logement communal.

Le Maire y répond.

Puis, le Maire annonce au Conseil Municipal que le projet de délibération « n° 9 - DAE- Pôle Espaces Publics de Proximité – Fonds de concours de la ville de Sassenage pour l'aménagement de la rue du 8 Mai 1945 par Grenoble-Alpes-Métropole » a été modifié à la

n° d'affichage n° 15

demande de Grenoble-Alpes Métropole. Un nouveau projet a été déposé dans la salle sur le bureau devant le siège de chaque conseiller municipal.

Puis, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

1 - DGS - DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2017 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Jérôme MERLE,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2312-1 instituant un débat d'orientation budgétaire obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 107 ;

VU la circulaire NOR INT B 93 00052 C du 24 juin 1993 précisant que la tenue du débat d'orientation budgétaire est retracée dans une délibération distincte de l'assemblée délibérante ;

CONSIDERANT que la tenue du débat d'orientation budgétaire est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants, et que ce débat doit avoir lieu dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget ;

CONSIDERANT que le débat sur les orientations générales du budget a pour objet de préparer le débat budgétaire et de donner aux conseillers municipaux, en temps utile, les informations nécessaires pour les mettre à même d'exercer effectivement leur pouvoir de décision à l'occasion du vote du budget ;

PRECISE que ce débat vise à présenter les orientations générales autour desquelles s'organisera le budget primitif principal 2017 ainsi que les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution et les caractéristiques de l'endettement de la commune, et l'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel communaux, afin qu'ils fassent l'objet d'un débat ;

EXPOSE les orientations budgétaires générales de la Ville de Sassenage, tirées du rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2017, transmis aux membres du conseil municipal avec leur convocation à la réunion, qu'il soumet au débat de l'assemblée délibérante.

Des membres du Conseil Municipal interviennent successivement dans le débat d'orientation budgétaire :

Michel BARRIONUEVO, Véronique FERRAZI, M'Hamed, BENHAROUGA, Jérôme BOETTI DI CASTANO, Jérôme MERLE.

Mesdames Christine DURAND et Gaëlle BUREL entrent en séance à 20 heures et 10 minutes.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY- Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI

RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - M. Adrien PSILA à M. Jérôme MERLE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	30
Nombre de votants	:	32

*D'autres interventions dans le débat d'orientation budgétaire 2017 se succèdent :
Yannick BELLE, Jérôme MERLE, Véronique FERRAZI, Séverin BATFROI, Jérôme GIACHINO, Christian COIGNÉ.*

A l'issue du débat, **LE CONSEIL MUNICIPAL, par délibération, PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2017.

2 - DGS - SERVICE JURIDIQUE - CONVENTION POUR LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES ACTES SOUMIS AU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération du 28 janvier 2010 autorisant le Maire de Sassenage à signer avec la Préfecture de l'Isère la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;

VU la convention signée le 8 avril 2010 entre le maire et le Préfet ;

VU le projet de convention entre le représentant de l'Etat et le Maire de la Ville de Sassenage pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité et/ou au contrôle budgétaire ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat, ci-annexé ;

CONSIDERANT que la Ville de Sassenage est soucieuse de participer activement au processus de dématérialisation qui constitue une modernisation de l'administration publique ;

CONSIDERANT qu'il convient de revoir la convention signée le 8 avril 2010 et de signer une nouvelle convention précisant certaines modalités de la télétransmission électronique des actes administratifs en y intégrant également la possibilité de télétransmission et signature électronique des actes budgétaires ;

CONSIDERANT que dès la signature de la nouvelle convention, la Commune de Sassenage pourra transmettre par voie dématérialisée non seulement les actes administratifs mais également les actes budgétaires ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer avec le représentant de l'Etat la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité dont un projet est ci-annexé

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'AUTORISER le Maire, Christian COIGNÉ, à signer avec le représentant de l'Etat la convention de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité dont un projet est ci-annexé

<p style="text-align: center;">3 - DGS – PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION AVANCE SUR LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2017 À SASS'PARTAGE</p>
--

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU la délibération n° 6 du 7 avril 2016 accordant une subvention à l'association Sasspartage ;

CONSIDERANT la demande de l'association Sasspartage en date du 17 novembre 2016 ;

CONSIDERANT le bien fondé de cette demande et l'utilité de l'action de l'association en direction des agents communaux ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le versement d'une avance 3 000 euros de subvention à l'association Sass'Partage, imputée sur le montant total de subvention de fonctionnement 2017 qui sera voté au budget primitif 2017 de la Ville,

DE DIRE que les crédits seront imputés sur le budget principal 2017 au compte 6574

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER le versement d'une avance 3 000 euros de subvention à l'association Sass'Partage, imputée sur le montant total de subvention de fonctionnement 2017 qui sera voté au budget primitif 2017 de la Ville,

DE DIRE que les crédits seront imputés sur le budget principal 2017 au compte 6574

<p style="text-align: center;">4 - THÉÂTRE EN ROND DE SASSENAGE ACTUALISATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU THÉÂTRE EN ROND</p>

Michel VENDRA,

VU les articles L. 2121-29 et L. 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du 19 mars 2007 approuvant le règlement intérieur du Théâtre en Rond ;

EXPOSE que compte tenu des modifications relatives aux mises à disposition du Théâtre en Rond, l'actualisation du règlement intérieur est nécessaire ;

PRECISE que ces modifications portent sur les parties ci-dessous soulignées :

➤ **L'article 2 : Conditions de location :**

La gratuité d'utilisation du Théâtre en Rond est accordée aux associations sassenageoises, 2 fois par saison. Pour les associations de plus de 100 adhérents, 4 jours de gratuité maximum sont accordés. Au-delà, ces dernières ainsi que les associations extérieures, les organismes légalement constitués et les entreprises louent le Théâtre en Rond en s'acquittant du tarif voté par le Conseil Municipal. Le paiement est exigé d'avance, en même temps que le chèque de caution (hors associations sassenageoises).

Sur dérogation exclusive de Monsieur le Maire, un organisme extérieur à la ville peut obtenir la gratuité, par exemple pour une manifestation à titre humanitaire.

On entend ici par association ou organisme « extérieur », les structures dont le siège social n'est pas basé à Sassenage.

➤ **L'article 4 : Modalités de mise à disposition :**

La commune établit, en collaboration avec les associations de la commune, un planning annuel des manifestations.

Une convention de mise à disposition de la salle, mentionnant la nature, la date, le jour, les heures précises de la manifestation et les tarifs de location, est signée entre la ville et l'utilisateur. Elle est accompagnée du règlement intérieur du théâtre.

1. **Dans le cadre d'une location (associations extérieures et autres organismes) :**

Avant la date de location effective, l'utilisateur retourne à la Malle Poste la convention signée, accompagnée :

- des attestations d'assurances obligatoires (en responsabilité civile générale et risques locatifs),
- du paiement et du chèque de caution
- du règlement intérieur signé.

Toute annulation de réservation doit être faite au plus tard 2 mois avant la manifestation, sauf en cas de force majeure. A défaut, le chèque de caution sera encaissé.

2. Dans le cadre de mise à disposition à titre gracieux ou payante aux associations sassenageoises ou groupes scolaires sassenageois :

Avant la date de location effective, l'utilisateur retourne à la Malle Poste la convention signée, accompagnée :

- des attestations d'assurances obligatoires (en responsabilité civile générale et risques locatifs)
- du règlement intérieur signé

Le règlement correspondant à la location est établi par chèque bancaire, celui-ci n'étant encaissé qu'à la date de la manifestation.

Un échange, au préalable à l'occupation du lieu, est obligatoire, un mois avant, entre l'équipe du Théâtre en Rond ; celui-ci permet de définir le planning d'utilisation et les besoins techniques appropriés en fonction de la nature de la manifestation.

Toute demande de matériel ou besoin en personnel technique supplémentaire reste à la charge de l'utilisateur.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER ce nouveau règlement intérieur du Théâtre en Rond tel que modifié ;

Florence PARVY pose une question à laquelle répond Séverin BATFROI.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'APPROUVER ce nouveau règlement intérieur du Théâtre en Rond tel que modifié ;

<p align="center">5 - DGS – PÔLE FEE – ENFANCE MODIFICATION DES LOCAUX D'ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ENFANCE</p>
--

Marie Frédérique DI RAFAELE,

VU l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération 20 du 17 décembre 2015 qui prévoyait le redéploiement de la totalité des places maternelles du centre de loisirs Rivoire de la Dame vers le centre de loisirs Vercors, et la délocalisation également des places maternelles et élémentaires du centre de loisirs

Les Pies vers le centre de loisirs Vercors pour ne faire plus qu'un seul et unique centre de loisirs.

CONSIDÉRANT que ces dispositions ont globalement satisfait les familles, qui se sont plus massivement inscrites avec cette configuration ;

CONSIDÉRANT que l'ouverture simultanée de deux sites sur la même période entraîne des irrégularités d'effectif ;

CONSIDÉRANT que les effectifs sont en baisse sur le centre de loisirs Les Pies lorsque le centre de loisirs Vercors est ouvert simultanément ;

PRECISE qu'au titre de son engagement au Contrat Enfance Jeunesse, la commune est tenue de proposer la même offre d'accueil pour toute la durée du contrat ;

INDIQUE qu'au titre de l'accueil d'enfants de moins de 6 ans, le médecin PMI a émis un avis favorable pour l'accueil sur le centre Vercors ;

SOULIGNE le souhait des familles de n'avoir qu'un même lieu de dépôt et d'accueil pour les deux tranches d'âge d'enfants concernées par le service enfance.

PROPOSE au Conseil Municipal de :

FERMER le centre de loisirs « Les Pies » ;

PRÉCISER que le site « Les Pies » restera agréé pour permettre son utilisation dans le cadre d'une délocalisation ponctuelle en cas de travaux sur le site Vercors notamment,

REDEPLOYER la totalité des places du centre de loisirs « Les Pies » vers le centre de loisirs « Vercors » pour ne faire plus qu'un seul et unique centre de loisirs.

Cette disposition sera mise en œuvre dès les vacances de février 2017.

Florence PARVY, puis Daniel D'OLIVIER QUINTAS, Marie Frédérique DI RAFAELE, Jérôme GIACHINO et Christian COIGNÉ interviennent.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DÉCIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

6 - DGS - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION – SERVICE SCOLAIRE PRIMARISATION ÉCOLE RIVOIRE DE LA DAME

Christine DURAND,

VU l'article L.2121-19 du code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que le nombre d'élèves à l'école Rivoire de la Dame est en forte diminution depuis les quatre dernières années ;

CONSIDERANT la concertation entre les deux directrices d'école, Mme l'Inspectrice de l'Education Nationale et la Ville et la proposition faite de primariser l'école Rivoire de la Dame ;

SOULIGNE que cette proposition découle du nombre d'élève en constante diminution depuis les quatre dernières années comme indiqué ci-dessous :

MATERNELLE

- Année 2016-2017 = 37
- Année 2015-2016 = 45
- Année 2014-2015 = 46
- Année 2013-2014 = 50

ELEMENTAIRE

- Année 2016-2017 = 79
- Année 2015-2016 = 78
- Année 2014-2015 = 90
- Année 2013-2014 = 104

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRIMARISER l'école Rivoire de la Dame à compter de la rentrée scolaire 2017/2018, c'est-à-dire de ne plus considérer cette école en deux entités distinctes soit une école maternelle et une école élémentaire, mais en une seule et même école primaire. Cette école primaire n'aura qu'une seule direction.

D'INFORMER le conseil d'école du second trimestre scolaire de cette décision, par l'intermédiaire des représentants de la Ville de Sassenage et par voie d'affichage.

Yannick BELLE pose deux questions auxquelles répondent Christine DURAND et Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

**7 - DGS - PÔLE FAMILLE ENFANCE EDUCATION - PETITE ENFANCE – RELAIS
ASSISTANTES MATERNELLES -DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU
DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE**

Brigitte GALLO,

VU l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT la possibilité d'obtenir auprès du Département de l'Isère une aide forfaitaire annuelle au fonctionnement du relais assistants maternels sous réserve de la constitution d'un dossier de demande de subvention ;

PRECISE que cette aide participe à la mise en place d'actions d'information et de soutien envers les assistantes maternelles et les familles ;

MENTIONNE que le montant de cette subvention pour un relais fonctionnant à temps plein est de 3048,98€ pour l'année 2017 ;

CONSIDERANT que le document de décision de l'assemblée délibérante sollicitant cette aide auprès du Département de l'Isère est un des éléments importants de ce dossier ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE SOLLICITER une aide financière de 3048,98 € auprès du Département de l'Isère, pour le fonctionnement du Relais d'Assistants Maternelles au titre de l'année 2017,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

**8 - DAE - PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ
REMPLACEMENT DE LA PASSERELLE DES CUVES
FONDS DE CONCOURS VERSÉ À GRENOBLE ALPES MÉTROPOLÉ**

Amédée MATRAIRE,

VU la loi du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU les articles L.5217-8 et L.5215.26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

RAPPELLE que Grenoble-Alpes-Métropole, la Métro, exerce depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence voirie et déplacement.

C'est dans ce cadre que la ville de Sassenage a transféré à la Métropole le réseau principal de sentiers longeant la rivière du Furon.

La Métro programme ainsi les opérations de renouvellement nécessaires des équipements, tels les voiries, chemins et sentiers mais aussi les ouvrages d'art tels que les ponts, les murs de soutènement et les passerelles.

A l'issue d'un diagnostic des ouvrages d'art confié au bureau d'études CEBTP en Mai 2016, le service infrastructure de la Métro a informé la ville de Sassenage de l'état de dégradation avancé de la passerelle qui se situe au dessus de l'entrée du site touristique des Cuves de Sassenage, reliant les deux rives du Furon.

Cette dégradation consiste en une corrosion importante des deux poutres IPN supportant l'ouvrage, sans possibilité de réparation viable au regard des obligations de respect des normes de sécurité supportées par la Metro et par le Maire au titre de leurs pouvoirs respectifs de police de la conservation et de la sécurité de la circulation piétonne.

Deux arrêtés municipaux ont été pris en cours d'année 2016 interdisant, puis restreignant la traversée à une charge maximale de 150 kgs pendant que la Métro, d'un commun accord avec la commune, engageait une étude visant à remplacer l'ouvrage endommagé par un neuf via un héliportage.

Le coût de ces travaux, au stade d'une consultation AVP, a été estimé à 25 000 € HT auquel s'ajoute les honoraires de mission SPS et du bureau de contrôle, la Métro n'envisageant pas, au regard des caractéristiques de cette opération, d'externaliser la maîtrise d'œuvre, soit une enveloppe maximale d'environ 30 000 € HT.

INDIQUE que l'évaluation financière des charges liées au transfert des ouvrages d'art n'étant pas terminée, les investissements liés à ces travaux n'ont à ce jour pas fait l'objet d'un transfert de moyens financiers à la Métropole.

La Ville souhaitant que l'opération de remplacement soit effectuée avant la saison, touristique estivale, la Métro a donc proposé à la commune de contribuer à la réalisation de cette opération moyennant le versement d'un fond de concours (FDC) d'un montant maximal de 50% du coût global des travaux hors taxe, net des subventions.

Par application de ce principe de calcul, le montant estimatif du fonds de concours, établi sur la base du chiffrage de l'étude d'avant-projet, est fixé à 15 000 €. Le montant définitif du fonds de concours sera ajusté en fonction du coût réel de réalisation des travaux.

Compte tenu de la durée et du montant du fonds de concours, celui-ci sera versé en une seule fois, à l'issue des travaux, à réception d'un titre de recettes émis par Grenoble-Alpes Métropole.

PROPOSE au conseil municipal :

D'APPROUVER les modalités de participation par fonds de concours précédemment décrites.

D'INSCRIRE au budget primitif 2017 les crédits budgétaires correspondants soit un montant prévisionnel de 15 000 €, le montant définitif du fonds de concours étant ajusté en fonction du coût réel de réalisation des travaux ;

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision et notamment la convention de versement de fonds de concours qui sera dressée ultérieurement par Grenoble Alpes Métropole.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

9 - DAE - PÔLE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ – FONDS DE CONCOURS DE LA VILLE DE SASSENAGE POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA RUE DU 8 MAI 1945 PAR GRENOBLE-ALPES-MÉTROPOLE

Amédée MATRAIRE,

VU la loi du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU les articles L.5217-8 et L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

RAPPELLE que Grenoble-Alpes-Métropole, la Métro, exerce depuis le 1^{er} janvier 2015 la compétence voirie et déplacement. Elle programme annuellement les opérations de renouvellement et d'aménagement nécessaires.

A ce titre, l'aménagement de la rue du 8 Mai 1945 sur sa section Piscine / Rue F. Blumet a été retenu en 2017, intégrant la création d'une piste cyclable en rive nord et d'espaces publics et de trottoirs en rive sud de la rue.

L'opération, étudiée conjointement avec les services municipaux, a été présentée aux riverains le 8 Novembre 2016.

Le coût prévisionnel des ces travaux, basé sur l'estimatif AVP (avant projet loi Maîtrise d'ouvrage publique) dressé par Alp'études, maître d'œuvre, a été arrêté à 285 842,23 € HT, auxquels s'ajoutent 16 170 € HT comprenant l'ingénierie.

INDIQUE que compte tenu de la répartition des compétences, entre la métropole et la ville d'une part, et du standard métropolitain d'aménagement, d'autre part, tels qu'ils ont été défini par la CLECT 2015, certains aménagements doivent être assurés sous maîtrise d'ouvrage de la ville (tel l'éclairage public) pour un montant de 3 209 € TTC et via un fonds de concours comprenant la préparation pour plantation d'espaces verts, l'aménagement du trottoir sud, la création d'un talus en rive nord ainsi qu'une résine axiale de chaussée avec ingénierie pour un montant total de 22 319,03 € HT.

PRECISE que ces montants comprennent les honoraires et frais d'études se rapportant à l'opération.

PRECISE que des délibérations concordantes de la commune et de la Métropole doivent fixer les critères et modalités de calcul du fonds de concours, et prévoir le caractère estimatif de son montant au stade de l'AVP, ainsi que la formule d'ajustement qui sera mise en œuvre au moment du versement du solde du FDC, à savoir pour cette opération un versement en une fois, à l'issue des travaux, à réception d'un titre de recette émis par la Métro.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les modalités du plan de financement ainsi dressé tant sur la maîtrise d'ouvrage de la ville que sur le fonds de concours précédemment décrits ;

D'INSCRIRE au budget primitif 2017 les crédits budgétaires correspondants à 3 209 € TTC sur l'éclairage public et 22 319,03 € HT en fonds de concours, le montant définitif étant ajusté en fonction du coût réel de réalisation des travaux ;

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cette décision et notamment la convention de versement de fonds de concours qui sera dressée ultérieurement par Grenoble-Alpes Métropole.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

10 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - AUTORISATIONS D'URBANISME OU DE TRAVAUX POUR DIVERS AMÉNAGEMENTS (CRC, CTM, CCAS ET ECOLES DES PIES, DU HAMEAU DU CHÂTEAU ET RIVOIRE DE LA DAME

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de construction et de l'habitation, et notamment les articles L.111-8 et R.111-19 et suivants et L.122-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.421-1 et suivants, R 421-1 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 10 septembre 2015 ayant pour objet l'engagement de la commune dans l'élaboration d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) ;

INFORME que dans le cadre de la gestion de son patrimoine et des inscriptions budgétaires 2017, la commune de Sassenage envisage de réaliser divers travaux sur plusieurs bâtiments publics ;

CONSIDERANT que les travaux ou opérations à venir concernent l'école de musique, parcelle cadastrée section BD n°99 sise au 4 square de la Libération, l'école maternelle des Pies, parcelle cadastrée section BB n°77, sise au 4 rue du Parc Messkirch, l'école maternelle, élémentaire et la cantine de Rivoire de la Dame, parcelles cadastrées BL n°32 et n°35, sises aux 1 rue des Parcs et 2 chemin du Petit bois, l'espace famille, parcelle cadastrée BD n°98, sise au 2 square de la Libération, le centre technique municipal, parcelle cadastrée AV n°2, sise au 4 rue Pierre de Coubertin et l'école du Hameau du château, parcelle cadastrée section AS n°17, sise au 4 rue Paul Verlaine ;

PRECISE que les travaux envisagés pour l'école de musique ont pour objet la réalisation de travaux d'aménagement relatifs à l'accessibilité et à la sécurité-incendie, comprenant notamment la mise en place d'un escalier de secours extérieurs sur la façade Est du bâtiment ;

PRECISE que les travaux envisagés sur les autres bâtiments publics susmentionnés consistent à procéder au remplacement de divers menuiseries extérieures, à procéder à divers aménagements relatifs à l'accessibilité dans le cadre de l'Ad'AP (Agenda d'accessibilité programmée) et enfin à clore l'espace abrité, côté cafétéria, du Centre Technique Municipal, à l'instar de la réalisation côté Nord ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la gestion du patrimoine et des inscriptions budgétaires 2017, les travaux à réaliser nécessitent soit une autorisation d'urbanisme ou de travaux ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'habiliter Monsieur le Maire à déposer toutes autorisations d'urbanisme ou de travaux nécessaires pour les opérations ou travaux inscrits au budget primitif 2017 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'HABILITER Monsieur le Maire à déposer toutes les autorisations d'urbanisme ou de travaux relatives aux opérations mentionnées ci-dessus concernant l'école des Pies, l'école du Hameau du château, l'école Rivoire de la Dame, l'école de musique, l'espace famille, et le Centre Technique Municipal;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

<p>11 - DAE - PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – BILAN DE LA CONCERTATION DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN GLD, AVENUE DE LA FALAISE À SASSENAGE</p>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU la loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment l'article L.302-5 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.103-2 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage approuvé le 12 juillet 2005 et modifié le 27 septembre 2009, le 25 février 2010, le 15 décembre 2011 et le 26 septembre 2013 ;

VU le dossier du projet de renouvellement urbain portant sur le site Grenoble Logistique Distribution (GLD) à Sassenage ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2016 définissant les objectifs et les modalités de concertation autour du projet de renouvellement urbain «GLD», avenue de la Falaise à Sassenage, au titre de l'article L 103-2 du code de l'urbanisme ;

VU le complément à la concertation joint à la présente délibération ;

RAPPELLE que le projet soumis à la concertation préalable concerne le site GLD, entreprise de logistique, localisée sur le territoire de la commune de Sassenage, et constitué d'un tènement foncier d'un seul tenant d'environ 56 000 m², parcelles cadastrées section BC n°32 (50715 m²), BC °38 (44 21 m²) et BC n°39 (842 m²), sis au 15 et 19 avenue de la Falaise ;

RAPPELLE qu'il s'agit d'un projet d'aménagement privé porté par Gilles Trignat Résidence consistant à requalifier le site existant en vue d'y réaliser un programme d'habitat d'environ 400 logements comportant 30 % de logements locatifs sociaux ;

RAPPELLE qu'au vu de l'intérêt général que présente ce projet pour la ville de Sassenage, au regard notamment de la production de logements sociaux et du développement de la commune, il a été décidé de lancer une concertation sur celui-ci, et de solliciter Grenoble-Alpes Métropole afin d'engager une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;

RAPPELLE que la délibération du Conseil municipal en date du 25 octobre 2016 a défini au titre de l'article L.103-2 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation suivantes :

- Information du public :
 - La mise à disposition pendant un mois des objectifs et caractéristiques du projet sur le site internet de la Ville de Sassenage ;
- Expression :
 - La mise à disposition d'un dossier présentant les objectifs et caractéristiques du projet de requalification du site GLD au Centre Technique Municipal de Sassenage, pendant une durée d'un mois, et accompagné d'un registre papier pour recueillir les observations,
 - La possibilité pour le public de faire part de ses observations et propositions par courrier adressé à Monsieur le Maire (Mairie de sassenage – place de la Libération 38360 Sassenage) en précisant en objet « Concertation préalable- Projet GLD à Sassenage»,
 - La mise à disposition d'une adresse mail pour recueillir les observations.
- Débat et échange :
 - Une réunion publique en mairie de Sassenage.

Ces modalités de concertation ont fait l'objet d'une information par :

- Une insertion d'un avis dans la presse (le Dauphiné Libéré) le 7 novembre 2016 ;
- Une information sur le site internet de la ville de Sassenage ;
- Une publication dans le journal municipal «Sassenage en pages» du mois novembre 2016 et du mois de décembre 2016;

La concertation s'est déroulée du 15 novembre 2016 au 15 décembre 2016 de la manière suivante :

- Une réunion de présentation du projet ouverte à tous en mairie de Sassenage le 16 novembre 2016 où environ 20 personnes (hors élus, services et porteur de projet) ont participé à cette séance ;
- La mise à disposition du 15 novembre au 15 décembre 2016 des objectifs et des caractéristiques du projet sur le site internet de la ville de Sassenage ;
- La mise à disposition du 15 novembre au 15 décembre 2016 d'une adresse mail qui a recueilli 10 observations ;
- La mise à disposition au centre technique municipal de Sassenage du 15 novembre au 15 décembre 2016 d'un dossier présentant les objectifs et les caractéristiques du projet de renouvellement urbain du site GLD pendant un mois avec un registre qui a recueilli 1 observation manuscrite et 4 courriers remis pour être annexés au registre ;
- Un courrier a été adressé directement à Monsieur le Maire.

Cette concertation a permis d'associer les habitants qui l'ont souhaité, les associations locales et d'autres personnes concernées, et a soulevé les points suivants :

Les remarques et observations ont été soulevées pour la plus grande partie par les riverains immédiats du secteur lors de la concertation préalable, et peuvent être répartis en 3 rubriques : les observations dites propres au projet et à ses abords immédiats, les remarques à l'échelle du secteur, et celles diverses.

Il convient de noter que la plupart des habitants qui se sont exprimés ne sont pas opposés à un projet d'urbanisation sous réserve qu'il soit en accord avec l'esprit actuel de la commune, et/ ou sous réserve de certaines conditions, des observations, et des propositions détaillées ci-dessous. Un commentaire précise que le projet est tout à fait acceptable et raisonnable au vu du coût de la dépollution, des nouvelles règles de densification urbaine et des obligations en matière de réalisation de logements sociaux.

• **I. Les observations propres au projet et ses abords immédiats**

Remarques sur les hauteurs des constructions et les logements :

Le projet soumis à concertation a soulevé des remarques relatives aux hauteurs et à la densité du projet. La réalisation d'un ensemble de 400 logements est apparu trop dense, et les hauteurs trop élevées dans un environnement qui connaît déjà une forte densité avec la présence de grands ensembles, et notamment pour la présence dans le projet de bâtiments en R+5+A ou R+4+2 A

Il est fait remarquer que les hauteurs seront supérieures à 12 mètres avec la réalisation d'attiques.

Par ailleurs, il est souligné que la construction d'immeubles de 4, 5 et 6 étages constituera une gêne permanente pour les riverains et un impact certain sur la vue dégagée du massif du Vercors et de la Falaise, constituant des décors naturels à préserver.

Pour ces raisons, le public qui s'est exprimé souhaite que le projet soit revu à la baisse en termes de hauteur, et ce notamment pour revenir à des hauteurs plus en adéquation avec

les programmes récents dans le périmètre (ex : résidence du Pré du Bourg), à savoir en R+2, voire R+3 maximum.

Élément de réponse: Comme mentionné dans les documents présentés lors de la concertation publique et évoqué lors de la réunion publique, le Plan local d'urbanisme actuellement en vigueur aurait permis d'accueillir un projet plus dense, de l'ordre de 600 logements en l'état. En effet, les parcelles BC n°32 et BC n°39 d'une contenance totale de 51 557 m² bénéficient d'un classement en zone constructible ouverte à l'urbanisation depuis 2005. Or, pour préserver la qualité du cadre de vie, l'hypothèse du parti d'aménagement a consisté à retenir un projet moins dense et plus raisonnable de 400 logements couplé à une assiette de projet plus vaste (environ 56 000 m²). Par ailleurs, il consiste à privilégier la réalisation un projet urbain bien plus qualitatif et plus aéré doté de nombreux espaces verts et d'un parc central favorisant la lutte contre les îlots de chaleur et le traitement désimpermabilisé des eaux pluviales, d'un cheminement piétons-cycles et ce notamment en jouant sur mixité des formes d'habitat variées allant du R+2 au R+5+attique, et donc d'un épannelage varié de hauteurs. Pour limiter les gênes aux copropriétés avoisinantes et favoriser les sutures urbaines, les bâtiments les plus bas seront implantés le long de l'avenue de la Falaise, et les plus hauts seront eux positionnés à proximité de la falaise, en résonance avec celle-ci.

Une procédure de modification du PLU sera effectivement nécessaire pour modifier la règle des hauteurs.

Concernant les hauteurs et la question du masque visuel évoqué pour les deux copropriétés les plus proches, à savoir les résidences du «Pré du Bourg» et du « Balcons du Vercors », le maître d'ouvrage a tenu à apporter des éléments complémentaires dans le document annexé au présent bilan. Il y est fait référence aux distances considérables entre le site du projet et les deux copropriétés, mais aussi à l'implantation en retrait des bâtiments les plus hauts, aux alignements et au masque végétal déjà présent, schémas à l'appui, soit autant d'éléments concourant à minimiser l'impact des hauteurs sur l'environnement proche et lointain.

Remarques sur les logements sociaux :

Une personne précise que la construction de logements sociaux est concevable, mais s'interroge sur le nombre élevé dans le programme.

D'autre part, le constat que l'objectif de réalisation de logements sociaux est louable, mais pas suffisant pour répondre à la carence de logements sociaux sur le territoire. Il est proposé de travailler avec le Métropole en faveur de la réhabilitation de logements anciens pour contribuer à réaliser les objectifs assignés à la commune.

Élément de réponse : Le projet sur le site contribue pour partie à atteindre les objectifs de production de logements sociaux assignés à la commune de Sassenage, et fixés notamment par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) en date du 13 décembre 2000 et la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Renouvelé (ALUR) en date du 24 mars 2014 imposant la réalisation de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025. Au 1^{er} janvier 2015, la commune présente un taux de 10,98 % de logements sociaux soit en deçà des obligations prescrites par les différents dispositifs.

La Métropole avait sollicité la réalisation d'un quota de 40 % de logements locatifs sociaux, et notamment au vu de la situation de carence dans laquelle se trouve la commune. Mais au vu des contraintes de dépollution, de déconstruction sur le site, le taux de 30 % a été retenu en accord avec la Métropole.

Par ailleurs, la commune s'est engagée dans une démarche volontaire et partenariale avec notamment l'État et la Métropole pour l'élaboration d'un contrat de mixité sociale qui comprend un volet d'intervention sur le parc existant (par exercice du droit de préemption), la réhabilitation dans l'ancien (notamment sur les logements Pies et Vercors Furon de la Ville cédés au bailleur Actis en 2015).

Remarques portant sur le stationnement :

Des craintes ont été exprimées concernant le stationnement, et notamment en lien avec le constat de la saturation des poches de stationnement existantes sur le secteur. Le projet, comportant 700 places pour 400 logements, semble être insuffisant. Il est demandé de créer plus de places de stationnement sur le tènement du projet pour éviter ce phénomène.

La problématique des places de stationnements boxées dont l'usage est détourné pour en faire des lieux de stockage au détriment du stationnement des voitures est également évoquée.

Éléments de réponse : Le projet devra respecter les règles de stationnement de droit commun fixées par le PLU de Sassenage, et qui s'applique pour tout projet immobilier. Il s'agira de réaliser 2 places de stationnement pour les logements en accession libre ($280 \times 2 = 560$ places) et 1 place pour les logements sociaux ($120 \times 1 = 120$) soit un total de 680 places minimum. Le Maître d'ouvrage propose d'en réaliser 700 dans le programme.

La question de l'usage détourné des boxes de stationnement fermés relève du programme que fixera le maître d'ouvrage du projet. Le maître d'ouvrage a toutefois précisé, en réunion publique, que les garages seraient réalisés en sous-sol et bénéficieraient d'un accès aux étages par ascenseur.

De plus, il convient de préciser que le secteur proche du projet bénéficie d'un certain nombre de stationnements publics, et plus précisément 87 places de stationnement repartis comme suit : le parking en face de l'accès du site GLD avec une capacité de 40 places, mais aussi 43 places le long de l'avenue de la Falaise et 4 places rue des Buisnières.

Remarques sur l'impact environnemental :

Une observation a été consignée concernant le respect de la norme RT 2012, et la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture.

Élément de réponse : Le projet est tenu au respect de la réglementation en vigueur, telle la réglementation thermique. L'installation de panneaux photovoltaïques relèvera du programme mis en œuvre par le maître d'ouvrage.

Remarques sur les espaces verts :

Une remarque interrogeant la question de la gestion des espaces verts, et de la charge de l'entretien.

Élément de réponse : L'entretien des espaces verts sur le terrain d'assiette du projet qui demeureront privés sera à la charge des copropriétés.

Remarque sur les éléments d'architecture :

Une observation concernant les toitures, il est demandé de réaliser des toits en tuile en harmonie notamment avec la résidence du Pré du Bourg et les sites avoisinants.

Élément de réponse : Comme évoqué lors de la réunion publique, le maître d'ouvrage y est favorable et privilégie des matériaux traditionnels dans ses programmes.

De plus, le maître d'ouvrage devra se conformer aux dispositions du PLU en la matière, savoir, à l'exception des toitures terrasses, les couvertures des nouvelles constructions seront réalisées en tuile de couleur terre cuite rouge vieilli ou patiné.

Remarque sur les risques de chutes de blocs liés à falaise :

La commune est interrogée sur le positionnement du projet par rapport au risque naturel de chutes de blocs au regard du merlon actuel.

Élément de réponse : Suite à deux études de trajectométrie menées par le service restauration des terrains en montagne et la société SAGE, un nouveau porter à connaissance des aléas de chutes de blocs a été transmis par le Préfet de l'Isère en date du 8 avril 2016. Cette nouvelle carte apporte une évolution de la connaissance au regard des études réalisées après le Plan de Prévention des Risques Naturels. Dans ce nouveau contexte, le projet immobilier sur le site GLD est réalisable sans obligation de conforter le merlon existant, en respectant une zone inconstructible définie par la cartographie de l'Etat. Toutefois, le maître d'ouvrage devra s'assurer que le projet respecte toutes les mesures techniques ou prescriptions pour se prémunir contre le risque. Il devra également s'assurer de la conservation perpétuelle et du bon entretien de l'ouvrage du merlon, ainsi que sa surveillance dans le temps.

Remarque relative à l'ensoleillement :

Il est souligné que ces nouvelles habitations connaîtront un manque d'ensoleillement, et notamment l'hiver :

Élément de réponse : Le projet est pensé, notamment par ces formes urbaines, pour assurer des transparences entre les immeubles, un dégagement des vues, et des interdistances conséquentes entre les bâtis qui diminuent les effets du masque solaire et privilégie les apports calorifiques et de lumière naturels au regard des caractéristiques de piémont de ce site.

• II. Remarques liées au cadre de vie

Ces points ne relèvent pas des éléments de programme soumis à la concertation, mais traitent des incidences et conséquences du projet.

Remarques sur les nuisances induites par l'augmentation des habitants dans le secteur :

Des inquiétudes ont été exprimées concernant les conséquences de l'augmentation de la population dans ce secteur notamment vis-à-vis des nuisances sonores et de la pollution induites par les déplacements supplémentaires (les flux de circulation et de passages supplémentaires).

Dans une remarque concernant les nuisances causées par l'activité de GLD, il est demandé de fournir les courriers des riverains ou enquêtes menées par la commune à ce sujet.

Une observation inverse a porté sur les conséquences négatives de l'implantation de logements pour la pérennité des activités de logistiques présentes (Cars Faure et transports Zanon notamment).

Élément de réponse : Si la réalisation d'un programme de 400 logements générera des flux supplémentaires, il est important de rappeler que ce secteur subit de fortes nuisances liées aux activités économiques présentes sur la zone, à savoir le passage de cars de tourisme et de poids lourds, de jour comme de nuit. Ce projet est issu d'une longue réflexion et permet de répondre en partie aux attentes de la population riveraine. En effet, lors des visites de quartiers, les habitants ont régulièrement fait remonter aux élus les gênes occasionnées (bruit, vitesse et stationnement gênant) par le passage des camions et des cars présents sur le secteur. Les remarques consignées lors de la concertation ont permis de confirmer ce postulat.

A l'appui de cet argumentaire, il convient de préciser que ces dernières années, l'activité sur le site GLD engendre une moyenne de 150 camions par jour qui arrivent puis repartent du site avec une concentration des volumes dans la plage 10h à 16h. En période d'activité basse (octobre à février), les horaires de circulation sont 5h – 18h. En période d'activité forte (mars à septembre), le flux de camion ne s'arrête pas avec une quinzaine de camions la nuit qu'il faut décharger sur le site. L'entreprise GLD précise avoir reçu de nombreuses plaintes des riverains à cause du bruit généré par les camions mais également par les chariots élévateurs lors des opérations de déchargement. Les camions en réception comportent 32 palettes en moyenne soit environ 24 tonnes (camions complets), les camions en expédition comportent en moyenne 15 palettes pour une charge de 11 tonnes.

A la lumière de ces éléments, la requalification du site GLD, prévue au zonage réglementaire du PLU depuis 2005, constitue bien l'opportunité d'affirmer une identité résidentielle à ce secteur, dans la continuité de l'extension du bourg déjà réalisée au cours des dernières années, et de contribuer à favoriser la qualité de vie des résidents de la zone en réduisant notablement la part des activités économiques nuisantes.

Concernant la remarque sur le départ des entreprises, il est indiqué que les Cars Faure cherchent actuellement à se relocaliser ailleurs, et ce indépendamment de l'implantation de nouveaux logements.

En résumé, l'arrivée de plusieurs centaines d'habitants va entraîner des nuisances de jours comme de nuits de par des mouvements réguliers et normaux de chacun mais qui s'avèrent plus limités que les nuisances actuelles générées par les activités, la circulation poids lourd et logistique générant des niveaux d'émergence sonores plus importants qu'un véhicule particulier et s'étalant sur des plages horaires journalières bien plus élevées que les classiques trajets pendulaires de la population (flux concentrés sur les heures de trajet domicile / travail).

Remarque sur la sécurité et tranquillité publique :

Il est soulevé des regroupements de jeunes notamment en période estivale générant quelques chahuts, musique, allers et venue avec des véhicules. Il est demandé ce qu'il en sera de l'avenue avec et côté nouveau projet. Une remarque en dehors de la période de concertation a été faite sur l'installation de la vidéo surveillance dans ce secteur.

Eléments de réponse : Si ces remarques ne relèvent pas directement du projet soumis à concertation, elles sont toutefois prises en considération par la collectivité. Par ailleurs, il convient de noter que l'occupation résidentielle en lieu et place d'une activité industrielle permet a contrario de limiter ce phénomène par la notion d'appropriation de l'espace par les habitants, par la suppression de délaissés et de parkings ouverts au publics (tels sur les zones industrielles, zone d'activités, vides en dehors des heures d'activité). Le projet soumis à concertation consacre en outre de nombreux espaces internes propices à favoriser l'occupation des espaces par les habitants, et à favoriser le lien social.

Remarques relatives aux travaux :

Il est également pointé les nuisances liées au chantier étalées sur une durée très longue de 7 ans, et difficilement supportable au quotidien pour les riverains :

Éléments de réponse : Au vu du planning prévisionnel, le chantier démarrera en 2018 (démolition- dépollution du site) et sera réalisé en plusieurs tranches pour se terminer en 2023 (livraison de la tranche 4) soit une durée totale de cinq années environ et non de sept.

Le maître d'ouvrage devra respecter les réglementations en vigueur en la matière afin de limiter les nuisances liées au chantier, et notamment concernant les horaires du chantier et le niveau d'émergence sonore du chantier. Dès lors, cet aspect ne peut être considéré que comme une contrainte normale de voisinage et non un trouble anormal à l'ordre public.

Le déroulement des travaux échelonné par tranches est également conçu pour amoindrir les nuisances nécessairement plus importantes sur un chantier de travaux publics de grande ampleur (aspect, effectif/jour des ouvriers, travaux effectués simultanément impactant le niveau d'émergence sonore, nombre de grues et trafic des véhicules de chantier...).

- **III. Remarques à l'échelle du secteur**

La commune est interrogée sur tous ces aspects, et sur l'anticipation de ces points.

Remarques sur la circulation, la voirie et la desserte par les transports en commun :

L'essentiel des remarques a porté sur l'augmentation de la circulation automobile liée au projet immobilier, susceptibles de sources de nuisances sonores, de pollution mais aussi d'insécurité dans le rapport piétons-cycles sur le secteur.

Il est notamment soulevé que l'avenue de la Falaise et le chemin du Vinay ne permettraient pas d'absorber un trafic supplémentaire de quelques 600 à 800 véhicules des occupants de ces nouveaux logements. L'avenue de la Falaise, les rues des Buissières, des Pies et de l'avenue de Romans sont également considérées comme actuellement insuffisantes.

Il est signalé que l'avenue de la Falaise connaît un trafic important relatif aux camions et aux cars de jours comme de nuits, comme cela a d'ailleurs été exprimé plus haut.

La rue des pies est également encombrée par les usagers des établissements scolaires présents sur la zone. Quant au chemin du Vinay, il semble trop étroit et dangereux pour absorber l'ensemble des véhicules.

Une remarque sur la circulation déjà dense sur l'avenue de Valence.

Cet apport de véhicules nouveaux engendrerait une saturation déjà existante des poches de stationnement, et notamment dans le Bourg.

La plupart des habitants s'étant exprimée lors de la concertation s'interroge également sur l'adaptation des transports en commun, et demandent le développement des transports en commun sur ce secteur mal desservi. Ces remarques sont à mettre en perspective avec les orientations environnementales et en matière de déplacement défendues depuis plusieurs années par les documents d'urbanisme tels que le SCOT (schéma de cohérence territoriale) et les PLU et à présent par le PADD (projet d'aménagement et de développement durable) du futur PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) et par les travaux en cours sur le PDU (Plan de déplacement urbain de l'agglomération grenobloise).

Éléments de réponse :

Ils se décomposent en 3 niveaux : 1°) le niveau de service des voiries de desserte actuelles et leurs aménagements futurs, 2°) l'offre renforcée à court et à moyen terme de transports en commun, 3°) l'évolution des pratiques en matière de déplacements urbains.

Le réseau de voirie est parfaitement calibré pour l'absorption du trafic VL (pour une moyenne de 1,4 véhicules par ménage sur Sassenage, ce qui est loin de représenter 800 véhicules nouveaux). Ce trafic serait en outre généré en lieu et place d'un important trafic PL, qui plus est de nuit, donc fortement générateur de troubles de voisinage.

L'avenue de la falaise, par exemple, a été dimensionnée pour un trafic PL. Elle comprend une piste cyclable maillée et des cheminements piétons normés ainsi qu'une offre conséquente de stationnements publics. Les capacités des voiries citées plus haut n'ont pas, dans les différentes études de circulation sur la commune, donné lieu à des remarques particulières. En définitive, c'est surtout la capacité de la RD 1532 et de l'ensemble des voiries structurantes de l'agglomération (y compris autoroutières) qui atteint ses limites. A cela, la Ville répond par l'engagement des études de la voie urbaine des Iles qui devrait délester l'axe principal des avenues de Romans et de Valence et de favoriser l'émergence de pratiques multimodales (TC, cycles, piéton) dans le cadre de la Métropole apaisée. A noter également que l'ensemble des voiries du secteur a été passé en zone 30 depuis 2016 et qu'un aménagement du carrefour entre le chemin de Fontaine et l'avenue de la Falaise est programmé dès 2017.

L'Offre de TC (transports en commun) : Une étude opérationnelle a été lancée par le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTc) sur l'avenue de Valence et de Romans, afin que soit inséré un bus à haut niveau de service (BHNS) sur les lignes 19 et 20 dont le cadencement se rapprocherait des fréquences des lignes structurantes de tramway. La mise en service est projetée en 2018. Parallèlement, une offre de transport par câble (Métrocâble) est programmée entre Saint-Martin-le-Vinoux et Fontaine La Poya, avec une interconnexion avec la ligne E de tramway sur la presqu'île scientifique. La mise en service est prévue par la délibération métropolitaine du 29/01/2016 en 2021-2022. Le projet d'urbanisation de ce secteur se trouve ainsi idéalement situé aux abords immédiats des ces infrastructures renforcées (future station multimodale de La Poya au droit de l'actuel terminus de la ligne A).

En ce qui concerne les évolutions en matière de choix de mode de transport, de multiples mesures (élaboration du PADD du PLUi ainsi que le futur PDU dont les études ont débuté, ainsi que les politiques publiques de promotion du TC et des modes actifs) accompagnent un changement comportementaliste très largement observé depuis 2010 en matière de déplacement sur Sassenage comme sur le reste de l'agglomération.

La baisse de la part modale des VP (véhicules particuliers) en est une expression (lutte contre la pollution, réduction de l'offre de stationnement en centre urbain, covoiturage, parkings relais....) au profit de l'usage des TC mais aussi du vélo dont l'usage a augmenté de 31 % entre 2009 et 2015 avec un objectif de 216 000 déplacements par jour en 2020, qui équivaldrait aux nombres de passagers transportés par le réseau tramway.

Ces données sont à intégrer tant dans l'analyse des capacités du réseau actuel que dans l'offre de stationnement.

Remarques sur la capacité des équipements scolaires :

De fortes inquiétudes ont été exprimées sur la scolarisation des enfants, et sur la capacité des équipements de la ville de Sassenage à accueillir l'ensemble des enfants de la commune. La construction d'une école primaire est elle prévue ?

Des craintes exprimées également sur la capacité du collège Alexandre Fleming à pouvoir accueillir l'ensemble des sassenageois, et sur l'éventuelle possibilité de scolarisation des enfants dans les établissements fontainois.

Une observation précise qu'il est indispensable de pouvoir anticiper l'accroissement de population au niveau des écoles mais également des infrastructures relatives aux enfants (crèches, halte garderie, centre de loisirs).

Élément de réponse : La livraison des premiers logements s'effectuera en 2020, avec un rythme de livraison de 100 logements/an jusqu'en 2023. De ce fait, l'impact sur la scolarisation des enfants sera limité et pourra être anticipée de manière raisonnée par la municipalité. Pour cela, et conscient de cet enjeu, une étude scolaire spécifique avait été envisagée, et sera diligentée dans les meilleurs délais à cette fin intégrant les effets de la décohabitation mais aussi d'une tendance au vieillissement de la population. Un travail sur la carte scolaire pourra, par la suite, être envisagé en fonction des résultats de l'étude.

Il en est de même pour les infrastructures, de plus la commune dispose d'un mode de garde alternatif via le relais des assistantes maternelles.

Concernant le collège Alexandre Fleming, il convient de noter que les collèges relèvent de la compétence exclusive du Département, et que les attributions de place ne relèvent pas directement de la compétence communale mais sont gérées par l'Education Nationale.

Une étude départementale a démontré que la capacité d'accueil des collégiens sur le bassin demeure suffisante avec de nombreuses places disponibles. Toutefois, la municipalité envisage de solliciter l'Education Nationale aux fins de limiter les dérogations pour assurer l'accueil prioritaire des sassenageois.

Remarques sur les commerces :

Des remarques portent sur le développement des commerces, voire l'absence de commerces dans le projet. Les commerces installés sur la commune paraissent insuffisants au vu de l'apport nouveau de population, ce qui induira des déplacements complémentaires pour s'approvisionner ailleurs.

Élément de réponse : Une étude effectuée par l'AURG (Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise) précise la situation du commerce de proximité sur Sassenage. Il en ressort que le site GLD bénéficie d'une situation idéale par rapport aux commerces de proximité. Il est situé à proximité de quatre pôles commerciaux de proximité, à savoir :

- Le pôle commercial du Bourg pour lequel la commune de Sassenage a lancé une étude sur le positionnement commercial en lien avec la volonté de redynamisation et de revitalisation de ce dernier et le pôle commercial des Glériates présentant une bonne diversité commerciale.

Ces deux pôles bénéficiant de surcroît de la présence de marchés hebdomadaires (marché du Bourg le dimanche matin, et le marché des Glériates le vendredi matin).

- Le pôle de services et d'équipements publics est situé également à proximité de la mairie (centre Bourg élargi).

- Le pôle commercial des Pies présentant une bonne diversité et densité commerciale (présence de LIDL) et regroupant la quasi-totalité du panel des commerces de proximité.

- Sans compter, bien entendu, le supermarché Géant et sa galerie commerciale sur la Poya et Carrefour Market au Nord.

Le projet GLD doit alors être regardé comme contributaire au dynamisme du centre Bourg élargi de Sassenage, et au confortement du commerce de proximité.

- **Remarques diverses :**

- Une observation concernant la nécessité de réaliser une résidence senior (non médicale) dans le projet :

Élément de réponse : Il existe déjà un projet de résidence autonomie sur le secteur des Glériates.

- Une suggestion concernant le maintien en zone d'activités économiques du site, et la création d'une zone d'activité artisanale avec des espaces verts publics et la construction d'un nombre de logements réduits, avec plus de logements sociaux. La proximité de la falaise pourrait alors être exploitée pour développer des activités sportives adaptées à cette nouvelle population.

Élément de réponse : ces observations ne relèvent pas directement du projet soumis à concertation, pour autant, rappelons les difficultés de cohabitation intrinsèques entre les activités économiques et artisanales et l'habitat notamment dans des secteurs mixtes qui ont été développés dans les années 80/90 sur l'agglomération.

Remarque sur le choix du promoteur :

Une observation sur le promoteur retenu pour mener le projet GLD : le promoteur est-il le seul à s'être intéressé à ce projet ?

Élément de réponse : Comme précisé lors de la réunion publique du 16 novembre 2016, la collectivité n'intervient pas dans le choix du promoteur, il s'agit d'un tènement appartenant à un propriétaire foncier privé, et non public, qui mène ses négociations dans une sphère privée. Les négociations abouties, c'est le présent projet qui a été présenté et soumis à la concertation.

Ce bilan de concertation sera joint au dossier d'enquête publique portant sur la modification à venir du PLU de la commune de Sassenage.

PROPOSE au Conseil municipal :

D'ARRETER le bilan de la concertation tel que détaillé dans la présente délibération.

Plusieurs membres du Conseil Municipal interviennent :

Florence PARVY, Jérôme BOETTI DI CASTANO, Jean-Pierre SERRAILLIER, Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-**

Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

12 - DGS - TRANSFERT OPTIONNEL DE COMPÉTENCES COMMUNALES EN MATIÈRE DE CULTURE À GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLÉ
--

Christian COIGNÉ,

VU l'article L5211-17 du Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération du conseil métropolitain du 3 novembre 2016 approuvant le transfert des compétences « Développement et animation du réseau métropolitain de lecture publique » et « Promotion de la culture chorégraphique par la création et la diffusion locale, nationale et internationale opérée par le CCN2 ».

VU le courrier de Grenoble Alpes Métropole daté du 6 décembre 2016 et reçu le 9 décembre 2016 notifiant à la commune la délibération du conseil métropolitain du 3 novembre 2016 approuvant le transfert des compétences « Développement et animation du réseau métropolitain de lecture publique » et « Promotion de la culture chorégraphique par la création et la diffusion locale, nationale et internationale opérée par le CCN2 »

CONSIDERANT que l'article L5211-17 du Code général des collectivités territoriales dispose que les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

RAPPELLE que ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant métropolitain et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale, à savoir :

- Les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci
ou
- La moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

PRECISE que le conseil municipal dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération, sa décision est réputée favorable.

La Métropole a ainsi acté par sa délibération du 3 novembre 2016 la volonté de voir transférées les compétences suivantes, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique culturelle métropolitaine :

- « Développement et animation du réseau métropolitain de lecture publique »
- « Promotion de la culture chorégraphique par la création et la diffusion locale, nationale et internationale opérée par le CCN2 ».

DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL, de se positionner sur le transfert de ces deux compétences :

- « Développement et animation du réseau métropolitain de lecture publique »
- « Promotion de la culture chorégraphique par la création et la diffusion locale, nationale et internationale opérée par le CCN2 ».

Séverin BATFROI, Daniel D'OLIVIER QUINTAS et Yannick BELLE interviennent.

Le Maire, Christian COIGNÉ, PROPOSE au Conseil Municipal de voter CONTRE ce transfert de compétences.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

DE VOTER CONTRE ce transfert de compétences.

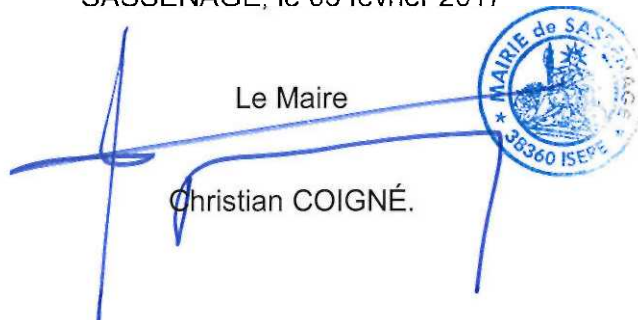
Puis, Monsieur le Maire aborde les questions diverses posées par l'opposition municipale.

La séance est close à 21 heures et 45 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 03 février 2017

Le Maire
Christian COIGNÉ.



Affichage le : 6 février 2017

u° 15

